



COMMUNE DE MOY DE L' AISNE (AISNE)
MODIFICATION DU PLU

TABLEAU DES AVIS DES SERVICES DE L' ETAT ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Nom	Objet	Argumentaire – réponse provisoire de la commune
ETAT	<p data-bbox="302 794 443 895">AVIS relatif au projet de modification du PLU</p> <div data-bbox="510 379 1137 1377">  <p data-bbox="600 443 743 466">RECU le 09 AVR. 2019</p> <p data-bbox="766 443 891 459">PRÉFET DE L' AISNE</p> <p data-bbox="510 507 721 587"><i>Direction départementale des Territoires</i> <i>Service de l'Urbanisme et des Territoires</i> <i>Unité documents d'urbanisme</i></p> <p data-bbox="878 507 1102 657">Laon, le 3 AVR. 2019 Le Préfet, à Monsieur le Maire de MOY de L' AISNE 7 rue du Général Leclerc 02610 MOY de L' AISNE</p> <p data-bbox="510 689 698 737"><i>Affaire suivie par : Jean-Claude LAMPIN</i> <i>Tél : 03 23 24 64 11</i> <i>Courriel : ddt-ut-du@aisne.gouv.fr</i></p> <p data-bbox="600 769 1137 801">Objet : Avis relatif au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Moy de l'Aisne.</p> <p data-bbox="645 833 743 849">Monsieur le Maire,</p> <p data-bbox="600 865 1137 896">Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, vous m'avez notifié par courrier en date du 4 mars 2019, le projet de modification du PLU.</p> <p data-bbox="600 912 1137 960">La mise en œuvre de cette procédure, dont les objectifs n'apportent aucun changement aux orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du plan, est conforme aux dispositions des articles L. 153-40 et suivants du code de l'urbanisme.</p> <p data-bbox="600 976 1137 1024">Par délibération motivée du conseil municipal en date du 25 janvier 2019, puis par délibération de prescription en date du 4 mars 2019, vous avez énuméré et justifié les modifications envisagées.</p> <p data-bbox="600 1040 1137 1072">Pour autant, le projet de modification se doit de présenter la procédure retenue et les effets de la modification sur le PLU opposable.</p> <p data-bbox="600 1088 1137 1168">En l'espèce, la note de présentation pourrait présenter les différentes phases de la procédure de modification avec enquête publique (tableau synoptique) et motiver les changements apportés par la présente procédure aux différentes pièces du PLU (présentation de l'état initial et de l'état modifié du dossier de PLU). De plus, l'incidence des modifications du PLU sur l'environnement mériterait également d'être abordée.</p> <p data-bbox="600 1184 1137 1232">En outre, la pièce n°3 du dossier comprend les pages modifiées du rapport de présentation sans expliciter les changements apportés. La rédaction fournie pour l'emplacement réservé n°1 (modifié) justifie toujours la réalisation d'une sente permettant les liaisons inter-quartier alors que ce tracé est abandonné (page 220).</p> <p data-bbox="600 1248 1137 1327">S'agissant des orientations d'aménagement modifiées, pièce 4 du dossier, le plan d'aménagement de la zone située aux lieux-dits « les grandes coutures et le centre » redéfinit l'organisation des liaisons urbaines structurantes et abandonne de fait les prescriptions d'aménagement d'un axe principal à la fois structurant et large, reliant l'allée Suzanne Deutsch de la Meurthe au Nord à la rue de la République située au Sud de la zone.</p> <p data-bbox="1079 1327 1102 1343">..J...</p> <p data-bbox="609 1353 1025 1377"><small>Direction départementale des territoires 50 boulevard de Lyon - 02011 Laon cedex - tél : 03 23 24 64 00 - fax : 03 23 24 64 01 - courriel : ddt@aisne.gouv.fr</small></p> </div>	<p data-bbox="1516 986 2134 1098">Sur cette remarque il s'agit d'un souhait et non d'une obligation. Un tableau synoptique de la procédure pourra être joint. Les changements apportés sont précisés dans la note de présentation et justifiés (confère document complémentaire de l'enquête publique) Les transformations du plan seront jointes à la note de présentation.</p> <p data-bbox="1516 1120 2134 1200">L'incidence des modifications du PLU sur l'environnement seront précisées (confère document complémentaire de l'enquête publique) La MRAE a par ailleurs émis un avis favorable sur le projet de modification du PLU.</p> <p data-bbox="1516 1232 2134 1305"><i>Sur l'emplacement réservé n°1 soit la zone à proximité du collège aucune sente n'est prévue dans les orientations d'aménagement (celle-ci n'est plus localisée, ni précisée compte tenu de l'évolution du PLU)</i></p> <p data-bbox="1516 1327 2123 1343">Le lieu-dit la grande couture, conserve des principes de liaisons piétonnes.</p> <p data-bbox="1516 1369 2134 1417">La page 220 du rapport de présentation sera modifiée pour tenir compte de l'observation.</p>

--	--	--	--

ETAT		<p>De même, le nouveau plan d'aménagement ne formalise plus l'accès Nord de la zone, initialement prévu par une entrée en sens unique depuis le chemin agricole accessible à partir de la rue Saussier Marchandise (tracé d'intention sur l'orientation d'aménagement opposable). Cette nouvelle disposition complexifie l'accès Nord de la zone (à l'avenir uniquement accessible par la cité Deutch de la Meurthe).</p> <p>Lors de l'aménagement à court terme, il conviendra d'être attentif à la conception des voies de desserte de cette zone, laquelle sera ainsi rendue principalement accessible par la rue de la République.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme, je vous invite à joindre le présent avis au dossier soumis à l'enquête publique.</p> <p>Mes services restent à votre service pour vous apporter les informations complémentaires à cet avis.</p> <p>Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.</p> <div style="text-align: center;">  Le Directeur départemental des territoires Pierre-Philippe FLORID </div>	<p>La conception des voies permet de prendre en compte les sentes par le mail piétonnier préservé, et la municipalité, qui est propriétaire aura une vigilance particulière sur ce point en partenariat avec la communauté de communes.</p>

Chambre
d'agriculture

Erreur de
chronologie



Nos réf. : OD/LP/OC/SC
Objet : Modification du PLU de Moy de l'Aisne

Dossier suivi par
Oriane CZERNIAK
Tél. : 03.23.22.50.75

Monsieur le Maire,

Vous nous avez transmis, pour avis, au titre des articles L. 153-40 du code de l'urbanisme (CU), le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Moy de l'Aisne et nous vous en remercions.

La procédure de modification compte 5 adaptations.
Les modifications numérotées 1 à 4 n'appellent pas de remarque particulière.

Par contre, la modification numéro 5 vise à ouvrir à l'urbanisation une zone 2AU pour la classer en zone 1AUB sur une emprise d'1.45 ha. Par la modification, la zone 1AUB comprendrait une surface totale de 4.4 ha. Sans remettre en cause l'exposé des motifs qui justifie cette modification, il n'est pas fait mention si des acquisitions foncières ont été réalisées par la Collectivité ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

En effet, le PLU de la Commune de Moy de l'Aisne a été approuvé par le conseil municipal **en date du 30 avril 2009**.

En vertu de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, « le PLU est révisé lorsque la commune décide d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les 9 ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisition foncières significatives de la part de la Commune directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».

Donc, dans ces conditions et selon notre analyse, la procédure ne semble pas adaptée pour ce dernier point de modification.

De plus, l'ouverture à l'urbanisation de 4.4 ha permettrait la réalisation d'environ 70 logements environ (densité inscrite dans le SCOT de 16 log/ha). Alors que les derniers chiffres de l'INSEE ont montré que le parc de logements s'était doté de 33 constructions supplémentaires entre 1999 et 2015.

Ainsi, compte-tenus des éléments qui précèdent, **nous émettons un avis défavorable** sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU.

En vous remerciant pour votre démarche, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos cordiales salutations.

Bien à vous.

Olivier DAUGER
Président



Siège Social
1 rue René Blondelle
02007 Laon cedex
Tél : 03 23 22 50 50
E-mail : accueil@ma02.org

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 180 202 517 00017
APE 9411Z

www.chambres-agriculture-picardie.fr

Monsieur Patrick FEUILLET
Maire
Mairie

02 610 MOY DE L'AISNE

Laon, le 26 mars 2019

Article L153-31


Modifié par [LO n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 9](#)

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

L'article L153-31 rappelle que si la commune, n'a pas lancé de procédure de modification 9 ans après l'approbation du PLU, alors elle devra réviser son document. En l'espèce le lancement de la procédure a été réalisé avant le 30 avril 2019, il s'agit donc d'une modification du PLU. L'ouverture à l'urbanisation a été précisée dans le PLU et fait l'objet d'un calcul permettant de préciser les possibilités de construire et la réalité des constructions à venir. Le PLU est compatible avec le SCOT. Le calcul des possibilités de construire a été réalisé.

CDPENAF	Avis défavorable	<div data-bbox="925 105 1066 159" data-label="Image"></div> <p>Liberté • Egalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>PRÉFET DE L' AISNE</p> <p><i>Direction départementale des territoires</i></p> <p><i>Service Agriculture</i></p> <p><i>Unité foncier agricole</i></p> <p>Nos réf. : SM Vos réf. : Affaire suivie par : Sylvie MALLERET Tél. 03.23.24.66.53 Courriel : ddt-agri@aisne.gouv.fr</p> <p>Laon, le 06 MAI 2019</p> <p>Le Directeur départemental des territoires, à Monsieur le Maire Mairie de Moy de l' Aisne 7 rue de Général Leclerc 02610 MOY DE L' AISNE</p> <p>Objet : 2019MPLU001 Modification du PLU de MOY DE L' AISNE</p> <p>Monsieur le Maire,</p> <p>Par courrier reçu par le secrétariat de la CDPENAF le 14 mars 2019, vous avez sollicité l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers de l' Aisne (CDPENAF), créée par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Moy de l' Aisne.</p> <p>Les membres de la CDPENAF ont examiné ce projet lors de la séance du 30 avril 2019 et ont émis un avis défavorable à l'unanimité en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une insuffisance de justifications, - d'un manque d'analyse des friches, - d'un manque d'identification de dents creuses. <p>Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.</p> <p>Le chef du service agriculture Etienne ROUSSEL</p>	<p>Le dossier d'enquête publique ajoute un dossier complémentaire portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une étude des dents creuses - Une étude des friches <p>Permettant la justification des possibilités de construire retenant également les mouvements dans le centre ancien dense.</p>

<p>MRAE</p>	<p>Concluant à une absence d'étude Natura 2000 Le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement</p>	<p>Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;</p> <p style="text-align: center;">Décide :</p> <p>Article 1^{er} En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Moy-de-l'Aisne n'est pas soumise à évaluation environnementale, sous réserve d'inscrire dans le règlement la conformité des autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol avec l'arrêté préfectoral du 30 mai 1984.</p> <p>Article 2 La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.</p> <p>Article 3 La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.</p> <p style="text-align: right;">Fait à Amiens le 6 juin 2019,</p> <p style="text-align: center;">Pour la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France Sa présidente,</p> <p style="text-align: center;"></p> <p style="text-align: center;">Patricia CORREZE-LENÉE</p> <p style="text-align: center; font-size: small;">Décision délibérée n°2019-3367 du 6 juin 2019 page 3 sur 4</p>	
--------------------	---	---	--

--	--	--	--